L'UNION

No. 18. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI 26 NOVEMBRE 1862. 1re Année.

QUEL ETAT DEVONS-NOUS ABOUTIR ?

Le corps humain pour conserver sa vigueur et sa santé, a besoin d'être débarrassé de tout ce qui peut y avoir de vicié ou de corrompu dans le sang ou les humeurs; il en est de même du corps politique. En étudiant l'histoire de la vie des nations, on reconnait que leur progrès sont marqués par les efforts gigantesques qu'elles ont dû faire pour renverser ou changer radicalement les institutions qui les arrêtaient dans leur marche en avant, et que leurs temps d'arrêt ou leur marche rétrograde doivent être attribués aux empêchements graduels d'institutions mauvaises, qu'elles ont fini par détruire. On ne peut voir d'une institution de cette nature dans l'esclavage des Africains et de leurs descendants dans les Etats du Sud de l'Union américaine, dans cette servitude qui tient ceux qui la subissent dans un état d'abjection et d'abandon, tel que l'on n'en avait jamais vu encore; rien d'aussi inhumain et qu'en lui comparant le système d'esclavage adopté par les Spartiates ou les Romains, on ne peut que le trouver fort doux et fort équitable auprès ce celui-ci. L'ambition, la cupidité insatiable, aidées par la science et par les lois, ont fait un effort immense et dont on ne trouve pas d'exemple dans la civilisation moderne pour empêcher que les chaînes de l'esclavage, sous le poids desquelles gémit une race entière, puissent être jamais brisées, et cela dans un pays qui vante tant la liberté, qui parle si haut et avec tant d'emphase des droits de l'homme. Les ambitieux égoïstes, les hommes scientifiques, les économistes, les législateurs, tous se sont coalisés pour travailler à perpétuer un système qui est sans doute l'opprobre du monde entier et qui tend à se déprécier ce titre de citoyen américain si jaloux sans cela.

C'est dans la question de l'esclavage qu'il faut chercher la première cause de la guerre qui a porté la désolation dans les Etats à esclaves. Quand le peuple de ces Etats décida que la nation ne pouvait avoir pour mission d'étendre l'esclavage ; lorsqu'il déclara qu'on ne pouvait introduire cette institution dans les nouveaux territoires qui pourraient être adjoints à l'Union; lorsque, à l'époque où le Texas fut admis comme Etat à esclaves, il fut décidé qu'elle ne pourrait pas s'étendre plus loin, dès lors fut décidée l'extinction définitive de cette plaie, qu'un honteux esprit de spéculation et la cupidité ont entretenue parmi nous. Il était facile de prévoir que du moment qu'on lui assignait des limites qu'elle ne pouvait dépasser, elle ne pouvait subsister, et que, par une conséquence naturelle et presque inévitable, les Etats où elle existe seraient les premiers à agir de façon à préparer son extinction. Son extension sur les terres vierges et fertiles des territoires était si nécessaire, que les artisans de cette institution reconnurent que abornes qu'on lui posait lui enlevaient la possibilité de se maintenir sous la constitution et de l'union de ces Etats, et c'est ce qui les poussa à organiser la rébellion actuelle qui, évidemment a pour objet d'établir un gouvernement basé sur l'esclavage de la race africaine, de rétablir un commerce d'esclaves avec l'Afrique, d'entourer le golfe du Mexique de principautés oligarchiques, devant tenir sous leur dépendance les manufactures et le commerce du monde, au moyen de leurs précieux produits.

Ne pas s'opposer à des prétentions aussi ambitieuses, c'eût été non-seulement se rendre coupable de violation du serment de fidélité à la constitution et aux lois du pays, mais c'eût été encore faire abnégation de jugement et de volonté; c'eût été ne pas comprendre ce qu'impose la responsabilité envers Dieu, envers le prochain et envers soi-même. Hors les hommes assez aveugles par leurs intérêts ou assez étonnés pour vanter le caractère doux et patriarcal" de cette horrible institution, personne ne pouvait envisager sans épouvante la multitude de crimes scandaleux contre l'humanité que devait entraîner la réalisation d'un semblable projet. Et c'est de cet antagonisme, de ce conflit entre la liberté et l'esclavage qu'est sortie la guerre qui désole aujourd'hui le Sud.

Après mûre réflexion, on est amené à reconnaître que cette guerre ne peut avoir qu'un des résultats suivants : ou les Etats du Sud triompheront et feront reconnaître l'indépendance de leur confédération, *avec l'esclavage:* ou ils seront subjugués et rentreront dans l'Union *sans l'esclavage* : ou ils obtiendront un terme moyen entre ces deux résultats, la durée de leur institution sera fixée, et elle pourra se maintenir quelques années de plus.

Le premier résultat est tout simplement en dehors de la question; personne n'y croit, si ce n'est, de la part de ces malheureux esclavagistes qui se veulent pas ouvrir les yeux et voir par eux-mêmes. Le succès de la confédération se trouverait en contradiction avec les principes fondamentaux et les enseignements de l'histoire, puisque ce triomphe de la barbarie sur la civilisation serait la marche rétrograde au lieu de la marche en avant — l'erreur, c'est-à-dire l'esclavage, l'emportant sur la vérité, c'est-à-dire sur la liberté, et finalement la subversion de toutes les idées premières qui ont inspiré la création de notre système politique. Ces raisons générales peuvent être corroborées par d'autres raisons incidentelles comme les conditions, géographiques du continent — l'unité de race, le mélange des familles, la même langue, la conformité de vues et d'idées, la rapidité et la facilité des communications, la haine pour l'oligarchie anglaise, la sympathie pour les Grecs, les Hongrois et pour toutes les nations opprimées. Mais le Sud était d'accord sur tous ces points, lorsqu'il en appela de l'urne du scrutin au mousquet de la raison à la force. Ce n'était pas seulement déraisonnable de voter pour combattre ensuite, c'était plus que cela : c'était de ces choses qui excitent le mépris.

Que penserait-on d'une minorité des actionnaires d'une maison de banque, si, après une élection régulière, à laquelle auraient participé tous les membres de cette corporation, cette minorité voulait saisir par la force et partager toutes les valeurs de cette institution, parce qu'elle n'aurait pu réussir à exercer sur elle son contrôle ?

Il reste deux résultats possibles — la réintégration dans l'Union des Etats séparés sans l'esclavage ; et l'Union avec l'esclavage pour un temps limité.

Il paraît probable que, pour différentes raisons, tous les partis préféreraient l'abolition complète et actuelle à une abolition qui devrait être simplement retardée. Les hommes du Sud ont besoin d'éloigner d'eux autant qu'il est possible tout ce qui peut leur rappeler leurs erreurs et leur folle conduite, et ces milliers d'hommes et ces millions de piastres qu'ils ont sacrifiés. Si nous devons voir nombre de nos fils et de nos amis revenir de cette guerre avec des jambes ou des bras amputés, ou mutilés par la mitraille, qu'ils soient partis de gré ou de force, avec ou sans notre consentement, ne devons-nous pas désirer ne plus être exposés à voir à leurs côtés ces esclaves ; la cause de nos souffrances. Il faut que l'abolition de l'esclavage soit complète et définitive. Il faut qu'il n'y ait plus de rapport de maître à esclave ; il faut nous appliquer à découvrir un meilleur système de travail; il faut accepter de bonne grâce tout ce que nous verrons s'accomplir, et faire en sorte que nos vues et nos aspirations se trouvent en harmonie avec la destinée nouvelle qui, de toute évidence, est réservée à notre pays.

D'ailleurs, on évitera ainsi toutes les difficultés relatives au gouvernement territorial. L'Etat restera dans son entier. Le peuple conservera tous ses anciens droits, ses privilèges et ses lois, excepté ce droit d'une inhumanité si révoltante, ce droit d'acheter et de vendre une créature humaine. Les affaires publiques et privées reprendront bientôt leur cours accoutumé. L'ordre social et politique sortira du chaos où il aura été si longtemps plongé, et nos lois et notre ancienne constitution que nous avons faites nous-mêmes et qui nous sont si chères, seront bientôt remises en vigueur pour remplacer "le pouvoir d'un seul homme" si inconciliable avec la vraie liberté et que seule une impérieuse nécessité militaire peut justifier.

Si l'on prenait des arrangements pour maintenir l'esclavage pendant un temps déterminé, il y aurait toujours ces distinctions d'esclavagiste et d'anti-esclavagiste qui réveilleraient des pensées amères et les ressentiments des temps passés. A l'expiration de la période du temps fixé, nous verrions peut-être fondre sur nous des maux égaux à ceux qui nous accablent aujourd'hui ; et, pendant le temps intermédiaire, on verrait peut-être régner la guerre civile et l'insurrection. Il deviendrait nécessaire d'avoir un gouvernement fort et de restreindre les droits et les privilèges du peuple. Le pouvoir national serait forcé de tenir sur pied une force armée, et d'avoir sans cesse une flotte de steamers de guerre dans notre grande vallée. Les animosités, les rancunes resteraient aussi vivaces; il n'y aurait pas d'unité dans la nation. La réorganisation, la régénération et le progrès seraient nécessairement retardés, et nous ne verrions point cesser définitivement nos troubles nationaux.

Si ces vues sont correctes, le premier grand problème proposé aux hommes d'Etat d'Amérique aura été resolu ; avec des ruisseaux de sang et d'immenses sacrifices d'argent il est vrai; mais, payée même à ce prix, la conquête que nous aurons faite n'aura pas coûté trop cher. Le mal et l'injustice dont une race inférieure a été si longtemps victime auront reçu leur châtiment, auquel, à après une loi éternelle de Dieu, il est impossible de se soustraire, et la dette, intérêt et principal, se trouvant payée, nous verrons, avec la nouvelle année qui approche rapidement, joindre une ère nouvelle qui, à la grande joie du genre humain, fera regner sur notre sol si cher a la liberté cet âge de bénédiction pour le peuple, attendu si impatiemment et depuis si longtemps.

C'est ainsi que les desseins de la Providence sur l'homme s'accomplissent parfois d'une manière étrange et presque miraculeuse. C'est ainsi que le drapeau de l'humanité se trouve planté à la face du monde a qui il doit servir d'encouragement et d'exemple. C'est ainsi qu'après une période de moins d'un siècle se présente l'imposant spectacle d'une nation qui, pour marcher en avant, écarte de son chemin une institution qui, bien que rétrograde par sa nature et incompatible avec la liberté, avait été introduite dans la Constitution ou la loi fondamentale. Désormais, nous devons progresser sans l'esclavage. Désormais, le grand principe de notre glorieuse révolution "que tous les hommes ont été créés égaux" sera reconnu dans la loi suprême du pays et recevra son application: et ainsi " la pierre qui a été rejetée par les architectes sera devenue la pierre angulaire."

ELECTION DU NORD.

Le résultat des élections des neuf Etats du Nord remplira de joie les cœurs de ceux qui revent encore à l'etablissement d'un empire esclavagiste. L'avenir cependant, saura prouver que le parti conservateur est tout aussi éloigné que les républicains eux-mêmes à sacrifier l'unité de la république.

La majorité de 16,000 voix que les démocrates ont obtenu dans l'Etat de New-York, est une preuve de ce que nous avancions, il y a quelques jours, que les républicains de cet Etat étaient tous partis pour la guerre, n'ont pu prendre part aux dernières élections. Le triomphe de Brooks, et des deux Wood diminue, il est vrai, de trois membres l'influence qu'auront les républicains à la chambre; mais les cœurs de tous, démocrates et républicains, dans le grand conseil de la nation, se rencontreront, sans nul doute, dans un même élan de patriotisme, et la république de Washington, contrairement aux vœux des traîtres et de quelques envieux, sera pour longtemps encore l'asile hospitalier des opprimés et la terreur des tyrans.

Comme on devait s'y attendre, le misérable Etat des Illinois, qui s'est rendu dernièrement célèbre par l'odieux ostracisme qu'il a prononcé contre une catégorie de citoyens américains, devait naturellement se trouver au nombre des ennemis de l'administration actuelle ; aussi le vote de cet Etat n'a-t-il aucunement étonné les amis du progrès. L'Etat esclavagiste de la Delaware a nommé un gouverneur Unioniste, tandis que, dans le New-Jersey, les démocrates lont emporté, moins cependant un membre du Congrès.

Le Michigan, le Missouri et le patriotique Massachusetts ont noblement combattu. Dans le 1er Etat, les républicains l'ont emporté à une très forte majorité ; dans le second, instruit par l'expérience qu'il a fait de l'esclavage, le peuple de cet Etat a voté en masse pour les amis de la liberté ; et dans le troisième, le noble et vaillant Etat du Massachusetts, cette sentinelle avancée des libertés américaines, tout le ticket des républicains a été élu ; et le gouverneur Andrew, malgré l'absence d'un grand nombre de votants qui sont actuellement dispersés dans les diverses armées de l'Union, a été réélu par une majorité de 25,000 voix!

☞ Nous lisons dans le *Messager* de New-York du 30 octobre :

Nous sommes au plus fort de la bataille électorale. La presse américaine ne ménage pas son feu: la polémique qu'elle soutient est curieuse et instructive. Sans vouloir nous mêler autrement a ce débat, nous traduisons, pour ceux de nos lecteurs qui ne lisent pas les journeux américains, un article de la *Tribune*, dirigé contre l'élection de M. Seymour. Cet article, dont le ton puritain paraît étrange aux oreilles françaises, n'en révèle pas moins avec beaucoup de justesse le véritable caractère moral d'une partie de l'opposition, qui se recrute surtout dans ce qu'on peut appeler ici à bon droit les classes dangereuses de la société.

Voici ce que dit la *Tribune :*

Un légiste de grande expérience dans les affaires criminelles de cette ville, faisait l'autre jour, dans un discours, l'énumération des classes d'électeurs dont les votes étaient acquis à Seymour et à Fernando Wood. Il disait que tous les voleurs, les escrocs, les grecs, les filous, les étrangleurs, les agents de fausses loteries, les marchands de liqueurs clandestins et les coquins avérés, étaient naturellement, en vertu de leur profession, attirés de ce côté. L'orateur a cependant omis une classe importante : les maîtres des plus vilies et des plus sales maisons qui existent sous le ciel, les entrepreneurs des concerts-salons de Broadway, de ces horribles cavernes dont l'existence aurait blâmé le châtiment de Sodome même. Le chef diabolique de ces " ruffians, " remarquant que sa profession avait été omise dans la liste précédente, a couru au "Herald" et il y recommande ainsi l'adoption du bulletin de Seymour :

" M. X. espère que ses frères de la même profession, dans tout l'Etat de New-York, se souviendront, aux approches de l'élection, quel est le parti qui a désorganisé les salles de concert dans cette ville, la plus grande de l'Union, et qu'ils voteront en conséquence. Il semble étrange que cet Etat, le fier Etat-Empire, soit le seul où les plaisirs des citoyens soient restreints et contrôlés par quelques fouineurs hypocrites qui ont entrepris cette tâche. En reservant vos voix à Horatio Seymour, vous ferez le premier pas de retour vers l'heureux temps d'autrefois, vous maintiendrez la Constitution telle que nous nous l'ont établie, et vous sûrerez efficacement à dérober cette bigoterie politique du terrain solide où elle a été plantée dans notre état natal."

Naturellement, cette compagnie vous plaît, à vous, Fernando, qui avez échappé de si près à l'affiche qui devait vous conduire dans la prison de l'Etat; mais M. Seymour occupe une position morale et sociale qui lui rendra peu flatteur le contact de l'infamie sans nom que représentent ces odieux rebuts de la société.

Le Systeme Colonial.

Il n'y a pas fort longtemps que le *Times* de Londres encourageait le gouvernement français, avec cette ironie un peu lourde de l'atticisme britannique, à conquérir le Mexique pour son propre compte et à le transformer en colonie française. Le système colonial, disait la feuille anglaise, convient à un pays pendant certaines phases de la civilisation. L'Angleterre dédaigne aujourd'hui les colonies qu'elle recherchait autrefois; mais la France, moins avancée, entre dans cette période où la colonisation est un élément de puissance et de prospérité. Prenez donc le Mexique et gardez-le, s'écriait ce journal, nous n'en serons pas jaloux.

Le gouvernement français n'a rien répondu à cette provocation, mais l'opinion publique, plus avancée que ne le suppose le *Times*, s'est prononcée avec une irrésistible énergie contre toutes conséquences de l'invasion fatales, à l'indépendance et à la liberté du Mexique.

Le *Times* s'est donc grossièrement trompé sur le degré de civilisation qu'a atteint la France; mais il a dit vrai sur les dispositions actuelles de l'Angleterre, relativement à certaines colonies, notamment en ce qui concerne le Canada. L'Angleterre ne veut pas dépasser d'un *farthing* les dépenses qu'elle a faites jusqu'à présent pour conserver les provinces canadiennes. Le mot est officiel et parlementaire : il a été dit à la Chambre des Communes par un ministre de la couronne.

Au début de la guerre civile des Etats-Unis, l'Angleterre et le Canada se sont posés en diciouse : ✋

Que le Nord sorte victorieux ou vaincu de la lutte, la situation du Canada, comme colonie anglaise, n'en est pas moins en danger; car si le Nord parvient à subjuguer le Sud, l'enivrement du triomphe le portera à se jeter sur le Canada afin d'achever son œuvre de conquête et d'occuper une armée innombrable que la victoire aura rendue oisive. Si, au contraire, la séparation s'accomplit, le Nord cherchera dans l'annexion du Canada, par la force des armes, une compensation à la perte des Etats du Sud. Le danger est sérieux; il faut donc se tenir prêt à tout événement.

En conséquence, le gouvernement anglais a sommé le parlement canadien de pourvoir à la formation de cent mille hommes de milice, moitié en service actif et moitié en corps de réserve, ainsi qu'à la construction de flotilles de canonnières, de travaux de fortifications, en un mot à un système de défense complet, personnel et matériel.

Le peuple et le parlement du Canada se piquent d'un certain degré de *loyauté*. Les Anglais décorent de ce beau nom l'attachement des colons à la mère-patrie. Pourtant, l'un et l'autre ont réfléchi. Ils se sont dit : nous ne voyons qu'un intérêt de loyauté à prendre des précautions contre une éventualité d'invasion : l'Angleterre y sans doute un intérêt prépondérant. Par conséquent, c'est à elle de faire les sacrifices d'hommes et d'argent que comporte l'organisation de la défense coloniale. Cela coûterait annuellement, au bas mot, un quart des revenus du pays, plus un quart de la population valide, enlevé aux travaux de l'agriculture et de l'industrie pour remplir les casernes et faire l'exercice en attendant qu'on se lasse tuer. C'est trop cher : notre loyauté n'est pas assez riche. Si l'Angleterre tient à nous garder à l'attache, qu'elle fasse la dépense de la chaîne. D'ailleurs le parti de l'Union n'est pas animé de l'esprit de conquête. Si le gouvernement fédéral vient à diriger ses hostilités sur le Canada, c'est que l'Angleterre l'y aura provoqué en prenant parti pour le Sud. Il appartiendra en ce cas à la métropole de payer les frais de la guerre qu'elle aura provoquée. Enfin de compte et tout bien considéré, le parlement du Canada a rejeté le bill de la milice et le peuple Canadien a applaudi à cette décision.

Ce résultat n'a pas surpris le ministère anglais. Il s'y attendait, il en a pris son parti et lord Palmerston a solennellement déclaré que l'Angleterre avait envoyé au Canada toutes les troupes dont elle pouvait disposer—douze mille hommes — et que si les circonstances en réquéraient davantage, les Canadiens n'auraient qu'à y pourvoir.

De la sorte, le Canada est, pour employer une expression vulgaire, abandonné à son malheureux sort. Il se résignera sans trop de peine à cet isolement. La pire éventualité qui puisse se présenter est l'annexion aux Etats-Unis, ce qui serait l'équivalent de l'indépendance, en vertu du principe fondamental de la constitution fédérale. Nous voyons bien ce que le Canada gagnerait à ce régime; nous ne sommes pas également édifiés sur ce qu'il y perdrait.

Le principe que le système colonial est une double chaîne qui pèse a la fois sur la colonie et la mère-patrie, traîne, il est vrai, depuis longues années dans les livres économiques des Anglais.

Les débats récents du parlement d'Angleterre sur la question canadienne prouvent que la question est passée de la théorie spéculative dans le domaine pratique des hommes d'Etat. Mais n'en déplaise à l'orgueil britannique, la proclamation de cette première vérité appartient à la France. Ce sont les économistes français du 18me siècle qui l'ont mise en lumière.

Lorsqu'une nouvelle clarté illumine le monde social, ou le monde industriel, lorsque l'humanité, dans tous ses mouvements, acquiert la conscience d'un nouveau pas fait dans la voie du progrès, c'est toujours la France qui est le foyer primitif de ce rayon conducteur, le premier moteur de cette impulsion en avant.

(Messager Franco-Americain.)

Annonces et Avis Divers.

OUGIEUX, PATISSIER & CONFISEUR,
Eux. Royale et Française.
ne de Dragées, Bonbons en tous genres, Pâtisserie, Pièces montées pour soirées, Liqueurs, Sirops, &c. [1

Wide-Awake!
TENTION: NATIVE-GUARDS!
Rallie-vous sous le Drapeau de l'Union!
demande des hommes bien constitués pour former un régiment des Volontaires de la Louisiane, au service des Etats Unis.
on 160 acres de Terre à la fin de la guerre.
$38 en avance!
ions pour familles assistit la compagnie enrégimentée.
Paie: $13 à $22 par mois.
demandé des sergents et des caporaux parlant l'anglais et l'espagnol. S'adresser au No. 96, rue des Champs-Elysées, 1re district.
LOUIS N. FOUCHÉ, officier recruteur.

urnitures pour Tailleurs
Rue de Chartres, 136.
THOMAS Frères viennent de recevoir par le navire Le Havre, un assortiment complet de
archandises pour Tailleurs,
Consistant en
Draps, Casimirs,
OURS, SOIERIES, SATIN NOIR
POUR GILETS,
Seront à vendre au plus bas prix de la place, pour de comptant. [12

BON VIN ROUGE
A 25 sous la Bouteille,
PETITJEAN, rue Saint-Pierre, 38, entre les rues de Chartres et Royale.
ICERIES & LIQUEURS
De premier choix et des meilleures marques. [1

L'UNION

Mémorial Politique, Littéraire et Progressiste,

Paraît tous les Mercredis et Samedis après-midi.

L. DUTUT, IMPRIMEUR.

ABONNEMENTS. — Le prix de l'abonnement à ce Journal est fixé à $6 pour un an, $3 pour six mois, $1.50 pour trois mois.

Un Numéro : 5 sous.

ANNONCES. — Les annonces se paient à raison de $1 le carré de dix lignes. — On traite de gré à gré pour les annonces du commerce à l'année, au semestre ou au trimestre.

Bureau : Rue de Chartres, encoignure St-Louis.

La Reaction entre en Campagne.

L'opposition triomphante à New-York, a tenu ses grandes assises lundi soir à son quartier-général, No. 992, Broadway. Illuminations, feux d'artifice, salves d'artillerie, symphonies nationales, ont célébré la victoire... non celle de l'Union, non celle de l'humanité, de la liberté et du progrès, mais la victoire partielle, dans cet Etat, des fauteurs de la guerre civille et des propagateurs de l'esclavage.

M. Luke Cozzans présidait. Après les applaudissements d'usage, adressés à MM. McClellan, Train, Van Buren, Horatio Seymour, Fernando Woods et Brooks, la parole a été accordée à l'ancien et intègre magistrat de la ville, à M. Fernando Wood. Cet honneur lui était bien dû. L'orateur a félicité l'association démocratique de s'être constituée en institution permanente ; il a remercié la jeunesse démocrate de la récente victoire due à son concours enthousiaste. Dans ce conflit, s'est-il écrié avec emphase, la démocratie n'a pas compromis ses principes, elle doit travailler au rétablissement de l'Union par la paix et offrir la branche d'olivier aux sœurs irritées. Si le gouvernement fédéral n'est pas sage, l'Etat de New-Yrk se mettra à la traverse et saura bien paralyser son action.

M. Van Buren a succédé à la tribune à M. Wood. L'orateur a énuméré les forces que l'opposition avait eu à combattre, l'influence des gens en place, la police, etc. Il a bien voulu reconnaître que la victoire ne devait pas être attribuée exclusivement à la vieille démocratie. Sans un renfort d'unionistes de bonne foi, abusés par ses récriminations, M. Seymour n'aurait pas été élu gouverneur. Mais qu'on cesse de se plaindre de l'absence de programme; le nouveau gouverneur a le sien, seulement il y met de la discrétion. Ce programme paraîtra quand il en sera temps, à la grande confusion des républicains et des radicaux. Quant aux nouveaux élus du congrès, ils n'ont pas besoin de proclamer des principes ; ils sont dans l'opposition, cela suffit à tout. McClellan a été fort mal à propos destitué, car il faisait les affaires du Sud. Tous les efforts de l'opposition tendront à forcer la main au gouvernement, afin que, McClellan rétabli, il devienne encore impossible aux armes fédérales d'obtenir des succès qui irriteraient ses amis les ennemis et les rendraient intraitables. Quant au président, le sobriquet qu'on lui donne "l'honnête *Abe*" est tant soi peu suspect... ou ferait mieux de dire "l'homnête Wood," a crie une voix, et le discours interrompu s'est éteint dans une formidable explosion de rires.

Néanmoins, M. Van Buren avait eu le temps de développer, à défaut d'un programme de principes, le plan d'opérations de ses amis. Le voici en quelques mots et sous la forme impérative que lui a donné l'orateur.

Il faut qu'avant le 1er janvier le président propose une armistice, afin que les officiers et les soldats rebelles puissent quitter l'armée, rentrer dans leurs foyers et là, concourir à l'élection des représentants du Sud au prochain congrès. Sous l'empire de l'armistice, tout le monde voudra sans aucun doute, envoyer des représentants au congrès, et les investir des pleins pouvoirs législatifs. En conséquence, une convention nationale succédera au congrès ; elle aura mandat de modifier la Constitution et de la mettre en harmonie avec la jurisprudence de la Cour suprême ; la durée des fonctions présidentielles sera étendue à six années et le président ne sera pas rééligible.

La convention nationale provoquera immédiatement l'élection d'un nouveau président, à moins qu'elle ne permette à M. Lincoln d'occuper le pouvoir jusqu'à l'expiration de son mandat, auquel cas l'élection serait ajournée jusqu'à ce moment.

Le Sud votera très probablement à cette élection contre M. Lincoln ; ce sont aussi les dispositions de l'orateur et de ses amis. Les uns et les autres poseront la candidature du général McClellan.

M. Brooks, et d'autres orateurs à la suite, ont parlé dans le même sens ; ils se sont tous glorifiés du passé et des brillantes perspectives que la candidature du général McClellan offre aux mécontents. M. Brooks a particulièrement insisté sur la menace de révolte de la part de l'Etat de New-York, proférée au début par M. Wood.

Il n'est pas facile de dégager le véritable sens du discours prononcé par M. Van Buren de cette prolixité amphigourique qui distingue les orateurs américains. Nous allons cependant essayer.

L'Etat de New-York, désormais gouverné par M. Seymour, s'insurgera contre le gouvernement fédéral, si celui-ci n'obtempère pas à ces exigences : le rappel de la provocation du 22 septembre ; le rétablissement du général McClellan, l'extradition des noirs fugitifs, l'abandon de la guerre, la soumission du Nord au Sud, la déposition de M. Lincoln ou du moins l'annulation de son pouvoir, l'introduction au congrès d'un élément rebelle qui formerait la majorité, enfin une Convention Nationale qui remplacerait la Constitution actuelle par les statuts de la société du cercle d'or.

L'esclavage maintenu dans les Etats du Sud, autorisé dans les territoires, étendu dans les Etats libres; les travailleurs blancs exclus du Sud, les terres publiques exclusivement livrées aux planteurs, le chemin de fer du Pacifique abandonné, le rétablissement de la traite sur les ports du Sud et de l'élève des noirs dans la Virginie, tels sont les principales clauses qu'il s'agit d'introduire dans la Constitution, afin qu'elle soit conforme aux décisions de la Cour suprême, constamment composée de créatures du Sud. Voilà le plus clair des projets de la réaction. (*Messinger.*)

LES PREMIERS AGITATEURS ABOLITIONISTES.

"Il n'y a aucun homme qui existe qui désire autant que moi voir adopter un plan pour l'abolition de l'esclavage."
G. WASHINGTON, 12 avril 1786.

"Le plan, mon cher marquis, que vous proposez comme un précédent pour encourager l'émancipation des noirs de ce pays, est une preuve évidente de la générosité de votre cœur."
WASHINGTON A LAFAYETTE.

"C'est le désir le plus sincère de l'Amérique de voir mettre une fin à cette cruelle et dénaturée traite des noirs."
Assemblée générale de Virginie, le 18 juillet 1782.

"Le roi de la Grande Bretagne a livré une guerre cruelle au genre humain lui-même, en violant ses droits les plus sacrés dans la personne d'un peuple lointain qui ne l'a jamais offensé, et qui, néanmoins, a été capturé et conduit dans un autre hémisphère, pour y subir l'esclavage, ou encourir une mort misérable dans le trajet du voyage."
JEFFERSON.

"Après l'année 1808 de l'ère chrétienne, Il ne doit y avoir dans ces Etats, (tous les territoires appartenant alors aux Etats-Unis) ni esclavage, ni servitude volontaire."
Ordonnances de Jeff rson de 1787, unanimement approuvées par le Congrès et signées par Washington.

"Nous avons eu une distinction de couleur, en ce temps si éclairé, servir de base à la domination la plus oppressive qui se soit jamais exercée sur l'homme par l'homme."
JAMES MA ison.

"Nous avons trouvé que ce "mal," comme un cancer, a rongé les parties vitales de l'Union, et a causé un grand préjudice à tous les Etats où ce mal existe."
JAMES MONRO.

"Le tarif n'a été qu'un prétexte et une désunion, et la formation d'une confédération méridionale, le véritable but. La prochaine question sera celle du nègre ou de l'esclavage."
ANDREW JACKSON.

"Monsieur, je n'envie ni le cœur, ni la tête de cet homme du Nord qui se lève ici pour défendre l'esclavage."
JOHN RANDOLPH.

"Le peuple de la Caroline forme deux classes : celle du riche et celle du pauvre. Le pauvre y est très pauvre ; le riche qui possède des esclaves pour faire tout son travail, n'emploie jamais le pauvre, et le peu que son dernier gagne, il le dépense aussi en livres ou en journaux, ou en boisson ; de la vient qu'il ne sait pas apprécier les bienfaits de notre gouvernement, ni les dangers qui le menacent, et du peu de cas qu'il y attache."
Général FRANCIS MARION au baron de KALB.

"Ainsi longtemps que Dieu permettra au courant vital de circuler dans mes veines, je n'abdiquerai jamais, jamais, jamais, ni en paroles, ni en pensée, ni en esprit, ni en désir à faire accorder un pouce d'un territoire libre à cette malédiction éternelle que l'on nomme esclavage humain."
HENRY CLAY.

En parlant de l'époque où Henri Clay exprimait ces sentiments, **Thomas H. Benton dit : "Je voudrais avoir dit ces mêmes paroles ; je les redis maintenant en vous l'ayant observé que bien qu'elles étonnent d'Henri Clay, je les adopte comme miennes."**

☞ A l'approche des élections, nous croyons devoir reproduire la lettre suivante, sur le droit de vote, insérée dans le *Delta* :

A Messieurs les Editeurs du DELTA,

Messieurs,

Il est clairement établi, je pense, qu'il n'y a en Louisiane, aujourd'hui, en fait d'électeurs dûment qualifiés, que ceux qui ont prêté le serment d'allégeance au temps fixé par la proclamation du président Lincoln. Toutes les personnes, y compris celles qui habitent Lafourche, qui n'ont prêté serment qu'après le 23 octobre, l'ont fait d'après l'ordre du général Butler, par lequel le général promettait de recommander ces personnes au Président afin qu'elles pussent obtenir leur pardon, et être réintégrées dans leurs droits légaux. En conséquence, je ne pense pas qu'il y ait aucun pouvoir légalement constitué, qui puisse accorder au peuple de Lafourche ni aux personnes de cette ville, qui ont prêté serment d'allégeance après le 23 octobre, le droit de prendre part aux élections du 3 décembre prochain. Dans mon opinion, toute autre interprétation de la loi, sera rejetée par les autorités de Washington.
LOYAL.

☞ Le général Banks est à New-York. Le but de sa présence dans cette ville, est d'organiser une grande expédition qu'il doit commander ; on ne fait pas encore connaître quelle en est la destination. Le gouvernement attend pour cela qu'il soit frappé un grand coup sur la côte du Sud Ouest. Il est au reste déterminé à poursuivre vigoureusement les hostilités dans le Sud, à l'entrée de l'hiver. Cette expédition sera le premier acte ; d'autres le suivront de près.

Une lettre adressée à la *Press* de Philadelphie donne pourtant quelques renseignements sur l'expédition qui se prépare. Elle contient ce qui suit :

"Le départ du général Banks pour New-York, où il va établir son quartier-général, et organiser la grande expédition qui sera placée sous nos commandement, marque une des plus grandes époques de cette guerre. Diverses conjectures plus ou moins approchant de la vérité, sont hazardées sur le but de cette expédition. Voici ce que des renseignements divers et certaines inductions me portent à croire :

"Le gouvernement des Etats-Unis a dirigé depuis longtemps son attention sur le Texas. De nombreuses délégations de cet Etat ont réclamé avec énergie et persistance, le rétablissement de l'autorité fédérale par la force militaire. Elles l'ont fait en donnant l'assurance solennelle qu'une grande partie de la population du Texas, n'attendait que l'occasion de rentrer dans l'Union et de constituer sous ce lien un ou plusieurs Etats libres.

"L'accomplissement de ce vaste dessein est l'objet de l'expédition préparée par le général Banks. Il y quinze jours à peine, qu'une semblable expédition pour le Texas a été confiée au général McClellan, avec la mission de délivrer avant tout la navigation du Mississipi. Ce général est maintenant dans l'Ouest, où il organise cette expédition. Elle se combinera avec celle du général Banks, sur les bords de la mer. Le Texas enlevé au pouvoir des rebels, un gouvernement régulier établi dans la capitale et couvrant tout le territoire, ce sera un immense avantage à la république, et un coup mortel à la rébellion.

"Ces deux chefs, Banks et McClellan, ont été investis des pouvoirs discrétionnaires les plus étendus."

☞ On se rappelle les bruits d'intervention auxquels avaient donné lieu les brillants commentaires de l'*Express*. Nous extrayons à ce sujet, d'un journal du Nord, les lignes suivantes :

Nous avons mentionné hier la fable absurde sur les déterminations définitives des cabinets européens au sujet de l'Amérique, débités par l'*Express*, et que les ennemis de ce pays ont accueilli avec tant de faveur. L'*Express* prétendait tenir ces précieuses informations de sources semi-officielles. Voici pourtant la seule base de tous ces bavardages : c'est un article de l'*Army and Navy Gazette*, rédigé par M. Russell, ancien correspondant du *Times*, qui s'est fait un nom par sa ridicule hostilité envers l'Union américaine. On y remarque ce passage :

"On croit que lord Lyons, qui doit retourner à Washington dans le courant du mois, sera mis en situation de déterminer la politique et les vues du gouvernement de sa majesté, sans laisser de place au doute ni à l'incertitude, dans toutes les éventualités que peut amener le conflit de l'Amérique du Nord. On dit aussi que le ministère sera arrivé à des conclusions positives et qu'il sera fixé sur les affaires des Etats-Unis avant le départ de sa seigneurie.

"Les vues de la Russie, à ce que l'on croit, s'adapteront toujours à ce que la marche des événements et la logique inexorable des faits accumulés présenteront de clair et net au gouvernement de la reine et à celui de sa majesté impériale."

Ce qui précède est tout aussi hasardé que les conjectures ordinaires des nouvellistes, mais n'est pas dépourvu de sens commun. L'*Express* n'a pas eu d'autre source d'information que les dires de la gazette de M. Russell. Il aurait dû se borner à les reproduire sans les amplifier de ses commentaires ridicules.

☞ M. Seward a adressé la lettre suivante au secrétaire de la marine, Gideon Welles.

Monsieur, d'après le récit assez probable moins non officiel des journaux, il y a des raisons de croire que le steamship des Etats-Unis "Adirondack" a récemment pourvoirt un navire anglais, le "Herald" qu'il savait avoir tenté de violer le blocus, même en dehors de la ligne de jurisdiction maritime, c'est-à-dire à moins d'une lieue marine de la côte de l'île de New-Providence.

Le Président désire que vous vous assuriez de la vérité du fait dans le plus court délai possible, parce que, s'il est réel, le commandant de l'"Adirondack" a commis une inexcusable violation de la loi internationale qu'il faudra promptement reconnaître et réparer.

Pour ce motif et d'ailleurs à l'abri de pareilles occurrences, le Président désire que vous fassiez savoir à tous les commandants de vaisseaux de guerre américains que ce gouvernement accepte, reconnaît et met en vigueur le principe que la jurisdiction maritime de chaque nation couvre une pleine lieue marine à partir de la côte et que des actes d'hostilité ou d'autorité exercés en dehors de cette ligne par un officier naval des Etats-Unis sont strictement défendus et feront peser sur cet officier tout le déplaisir de son gouvernement.

J'ai l'honneur, etc.,
WM. H. SEWARD.

☞ Les Etats du Sud se sont révoltés afin de renverser la Constitution, qu'ils sentaient incapable de sauvegarder ce qu'ils appellent leurs institutions domestiques.

Les complicités du Sud, les réactours du Nord, motivent leur opposition sur ce que le gouvernement fédéral n'observe pas assez la Constitution dans les Etats rebelles où il est parvenu à reconquérir le pouvoir.

Ils avouent aujourd'hui le projet d'obtenir le renversement de la Constitution au moyen d'une Convention nationale ; ils y expriment l'espoir de provoquer l'Etat de New-York à imiter l'exemple du Sud, et à se mettre en rébellion.

Après le mépris des libertés constitutionnelles que la réaction met à la charge du gouvernement fédéral, son principal grief, celui qui lui a valu la majorité dans l'Etat de New-York, est la prolongation de l'état de guerre et de toutes les calamités qu'elle a entraînées sans résultats définitifs. Les électeurs, entraînés par l'opposition, ont justement condamné les hommes qui ont dirigé jusqu'à présent les opérations de la guerre.

Cependant l'opposition, loin de féliciter le gouvernement de s'être débarrassé du principal meneur en œuvre du système de temporisations, de tergiversations dans les hostilités, fulmine des imprécations au sujet de la révocation du général McClellan. Quelle logique sublime!

Ou le général McClellan a bien servi le pays par son inaction; alors l'opposition a en tort de blâmer le gouvernement;

Ou ce général a exercé une influence funeste sur le sort de l'Union; alors l'opposition a tort de blâmer le gouvernement de l'avoir rappelé.

Nous ne sachons pas que les habiles dialecticiens de la réaction aient essayé jusqu'à présent d'échapper à ce dilemme.

☞ Les avocats de la sécession se sont constamment attachés, ainsi qu'on l'a souvent remarqué, à dénaturer le sens des batailles qui ont signalé la guerre actuelle. Ils ont toujours présenté les défaites des rebelles comme douteuses; il n'y avait, à en lire, d'échecs incontestables que les revers attribués par les journaux du Sud aux armes fédérales. La bataille d'Antietam, si hardiment gagnée par le général McClellan, qui n'a eu que le tort de ne pas profiter de sa victoire, a en cette destinée. Il s'agissait d'en paralyser l'effet en Europe; on a pris le parti de la contester et même de la nier tout simplement. C'est une boucherie sans résultats... les confédérés n'ont pas été battus, puisque leur intention était de se retirer.

Cependant le général McClellan est révoqué. Tout à coup, cette bataille devient une brillante victoire, et le gouvernement est bien ingrat d'avoir ainsi traité "le glorieux vainqueur d'Antietam." La qualification était juste si le reproche n'était pas fondé. Mais pourquoi le lendemain présenter, pour la sixième fois au moins, le général McClellan comme indécise. Si cette victoire est indécise, où est la gloire du vainqueur? Si ce n'est pas même une victoire, que devient le vainqueur.

Il est fort heureux que le bon sens public soit d'assez bonne trempe pour résister à de semblables divagations.

NOUVELLES AMERICAINES.

Le général Shepley, gouverneur militaire de l'Etat de la Louisiane, a promulgué l'ordre suivant :

Etat de la Louisiane, Département de l'Exécutif,
Nouvelle-Orléans, 22 décembre 1862.

ORDRE GENERAL NO. 22.

1.—Le Conseil Central des Commissaires d'élection dans et pour la paroisse d'Orléans sera constitué ainsi que suit :

Le maire de la ville de la Nouvelle-Orléans, l'avocat de la ville, l'annotateur des votants et le docteur Edouard Ames et M. Charles Lesumont ; "deux citoyens de la Louisiane qui ont résidé dans l'Etat pendant au moins cinq ans."

Le Conseil Central des Commissaires d'élection ainsi constitué, rempliront l'acte de 1857, No. 225, intitulé : "un acte ayant rapport aux élections dans la paroisse d'Orléans."

2.—Comme il est impossible d'obtenir l'enregistrement complet de tous les votants légaux de la paroisse d'Orléans, à temps pour l'élection prochaine des représentants aux Congrès, les Commissaires d'élection dans la paroisse d'Orléans qui seront nommés par le Conseil Central, décideront de la qualification des votants de la même manière que se fait dans les autres paroisses de cet Etat, et pourront recevoir le vote de tout citoyen loyal qui est un votant légal, ainsi qu'il est pourvu dans les 18ème et 14ème sections d'un "acte ayant rapport aux élections, approuvé le 15 mars 1855."

Par ordre du Brigadier général,
GEORGE F. SHEPLEY,
Gouverneur Militaire de la Louisiane.
JAMES F. MILLER, A. A. G.

Expédition contre Vicksburg.

Une lettre de Cairo dit que l'expédition pour l'attaque de Vicksburg sera prête dans une quinzaine, sous les ordres du commodore Porter. Elle sera soutenue par une force considérable sur terre, ce qui a fait défaut l'an dernier et ce qui rendait impossible l'extrême isolabilité du pays pour les soldats et les marins. Le commodore Porter compte cette fois sur le succès.

Vicksburg a été considérablement fortifié depuis trois mois ; la ville est aujourd'hui bien protégée, par 18 ou 20 batteries, comptant 150 canons de gros calibre, "élevant au-dessus et au-dessous de la ville, et destinées à tunir nos canonnières bien de portée des points dangereux.

Toutefois, si l'on dirige une attaque réelle à la fois par terre et par eau, il n'y a pas de raison de douter que Vicksburg ne succombe, et la navigation du grand fleuve sera ouverte de Cairo à la Balize.

BULLETIN.

Le général Halleck a visité le 12, l'armée du Potomac ; elle ne semble pas avoir fait de mouvement important.

Le général McClellan est arrivé à Trenton, N. J., à 4 heures du matin ; l'heure n'a permis aucune démonstration ; la rigueur du temps a empêché toute manifestation que le général cherchait d'ailleurs à éviter. Un attaque une sérénade pour ce soir.

Le correspondant de Washington du "North American de Philadelphie dit qu'il n'y a probablement aucun fondement dans le bruit que le général Lee est à Richmond et que le général Jackson commande l'armée. Nous savons les journaux de Richmond n'en disent rien, mais ceux-ci qui sont bien informés assurent que Lee est à Winchester et Jackson dans l'Ouest.

On parle d'autres changements dans l'armée que celui de McClellan ; mais on ne cite pas de noms. Le général commandant suffisamment rétabli pour reprendre son corps d'armée pour le moment il agira sans les ordres de Burnside ; mais on pense qu'il est destiné à succéder à ce dernier, qui n'est pas tellement de lavoté d'un commandement permanent.

Rien n'a encore transpiré relativement aux instructions de Lord Lyons, quoique le bruit circule qu'il proposera bientôt un armistice entre les parties belligérantes.

Le "Register" de Raleigh (N. C.) explique la destination probable de l'expédition du général Foster, qui a quitté Newborn il y a quelque temps. Le "Register" ne doute pas qu'on ne cherche à opérer un mouvement contre les railroads qui vont de Wilmington à Pétersburg et pense que Weldon doit être le point attaqué. Les forces nationales, aux dernières nouvelles, étaient qu'à 15 milles de Tarborough, sur le Tar River, et les habitants évacuaient en hâte.

"On dit que le général Grant a poussé plus loin que la grange avec ses corps d'armée et que ses pickets sont à 3 milles de Holly Spring. On pense toutefois que les rebelles ont quitté cet endroit et ont retraité.

Le "Norfolk Virginian" dit qu'il a été décidé qu'une portion de l'expédition du général Banks, pour le Texas, partirait de Boston et comprendrait au moins huit régiments du corps d'armée du Maassachusetts.

Le steamship "Pawnee," arrivé à Philadelphie, rapporte qu'on colombine une attaque à la fois contre Charleston et Savannah ; deux expéditions sont continuellement en préparation de la côte ; l'un d'eux a manqué être pris par un steamer rebelle.

Le canot armé de la canonnière "Hercule" a pris le 7 courant, dans la Baie de Chesapeake, un bateau contenant trois personnes, dont l'une était le major Reb Sanders, officier confédéré chargé d'importantes dépêches pour l'Europe. Il attendait un navire en compagnie de deux matelots anglais, débarqués dès jours auparavant à Halifax, avaient accompagné ce même officier qui apportait des dépêches du gouvernement rebelle.

Le général Kelly a fait une marche de 24 heures, à la suite de laquelle il a surpris et mis en complète déroute le rebelle Jackson, dans Imboden, dans la Virginie occidentale. Il a fait de prises considérables, tue beaucoup d'hommes et détruit nombreuses provisions.

Un directeur rebelle dit que le steamer Nashville est échoué à l'entrée de l'Ogeche River. Ce fait est contraire au renseignement qui le dit dans le Stono Inlet. Le déserteur ajoute qu'on est en train de le déposiller de sa machine et de ses chaudières, qu'on transporte sur l'un des bateaux que l'on amène à Savanah. L'autre est déjà prêt, et Beauregard a dit le 2, qu'il attaquerait avec le feu, dans quinze jours, et le prendrait. Le steamer rebelle Fingal est disposé à aider le bélier dans cette tentative. Il ajoute qu'il y a beaucoup deux grands béliers en fer que l'on prépare pour le même but.

Deux membres de l'état-major de McClellan ont été ce matin à Trenton et envoyés à Washington. Ce sont le lieutenant-colonels R. F. Colburn et J. C. Duane, du corps des ingénieurs. On affirme à Trenton que d'autre membres de l'état-major doivent être arrêtés ; mais rien n'a eu lieu jusqu'à présent. On ne donne pas d'explication pour les deux premiers : on pense qu'il y a quelque langage d'insubordination au fond de tout cela.

No. 21.

La Reconnaissance du Sud.

Il ne suffit pas aux puissances prépondérantes de reconnaître une nation pour que cette nation existe; comme il ne leur suffit pas de méconnaître un gouvernement pour que ce gouvernement n'existe pas : autrefois l'Europe coalisée contre la France se refusait à reconnaître la république française. Cette obstination était une puérilité : elle n'eût acquis un sens que si les efforts inouis de la coalition eussent réussi à démembrer la France.

Aujourd'hui les nations de l'Europe sympathiques à l'Union américaine, sont travaillés par les journaux aux gages de la faction sudiste. Ils s'attachent à pervertir l'opinon publique afin que celle-ci exerce par suite sur les gouvernements de France et d'Angleterre une pression qui les détermine à la reconnaissance du Sud. Mais cette reconnaissance tant désirée serait encore une puérilité à moins qu'elle ne soit suivie de l'emploi des moyens propres à la faire respecter. La confédération envahie, sans ports, sans ressources, réduite à l'occupation de quelques places qu'elle occupe militairement, sera-t-elle une nation du moment que l'Angleterre et la France, auront notifié solennellement aux autres puissances qu'elles reconnaissent la confédération du Sud ? Non, certainement. Cette mesure ne sera sérieuse qu'à la condition que la formule diplomatique sera immédiatement suivie d'une action militaire. Quand on aura déclaré le Sud nation indépendante, il faudra le rendre tel par une intervention armée. Les gouvernements de France et d'Angleterre ne sont nullement disposés à tenter cette folle aventure.

Cependant la reconnaissance est le grand espoir des factieux dans le Sud et de leurs adhérents dans le Nord. Elle est annoncée tous les jours dans ce pays. Les articles du "Times" et du "Constitutionnel" sont reproduits avec faveur par la presse séparatiste, qui a grand soin de faire toujours sonner la même cloche. C'est pourquoi nous prendrons la liberté de soumettre à nos lecteurs une polémique fort intéressante qui s'est élevée entre les "Débats" et le "Constitutionnel au sujet d'un discours prononcé dans un banquet par M. Gladstone, membre du cabinet britannique. Les "Débats" se sont d'abord exprimés ainsi :

"Tous les journaux qui, en-delà comme en deçà du détroit ont épousé la cause du Sud, ont reproduit avec un empressement facile à comprendre les paroles que M. Gladstone vient de prononcer au banquet de Newcastle : "Le président Jefferson Davis a fait du Sud une nation." Le "Times," en particulier, dans le commentaire qu'il fait de ces paroles, affirme que si jamais réunion d'hommes a mérité le titre de nation, c'est la confédération du Sud. Le journal anglais ne tire pas la conclusion du fait qu'il avance, mais cette conclusion se tire d'elle-même. Nous ne savons pas si, comme le prétend ce journal, cette opinion est aujourd'hui celle de toute la Chambre des Communes d'Angleterre. Ce que nous savons parfaitement, c'est que le chef du cabinet anglais, lord Palmerston lui-même, à moins que depuis trois mois il ne se soit fait un revirement complet dans son esprit, ne peut compter dans le nombre de ces quatre-vingt-dix-neuf Anglais sur cent qui partagent l'opinion de M. Gladstone et du "Times." Pour en avoir la preuve irrécusable, il suffit de relire le discours que le noble lord a prononcé le 18 juillet dernier à la Chambre des Communes. "Beaucoup de gens, disait alors le premier ministre, semblent croire que la reconnaissance du Sud, si elle était faite, établirait entre l'Angleterre et les nouveaux Etats Confédérés des relations différentes de celles qui existent aujourd'hui. C'est là une erreur. "La reconnaissance du Sud ne créerait pas une nation," à moins qu'elle ne fût suivie d'une intervention directe et active." Ainsi, ce que M. Gladstone, membre du cabinet, dirigé par lord Palmerston, vient d'affirmer au banquet de Newcastle, lord Palmerston le niait catégoriquement, il y a trois mois, en plein parlement. Nous prions le "Times" de nous dire lequel de ces deux témoignages contradictoires mérite la préférence, et qui, du premier ministre ou de son collègue, le chancelier de l'échiquier, est le mieux renseigné sur le véritable état des choses dans la Confédération du Sud. Jusqu'à ce que le journal anglais nous ait édifiés à ce sujet, jusqu'à ce qu'il nous ait prouvé que depuis trois mois lord Palmerston s'est converti sur ce point à l'opinion de M. Gladstone, il nous sera permis d'opposer à l'assertion de M. Gladstone la dénégation non moins positive de lord Palmerston, et d'affirmer, sur la parole du noble lord, que non seulement la Confédération du Sud n'est pas une nation, mais que la reconnaissance même de l'Angleterre ne suffirait pas pour en faire une nation. Entre ces deux témoignages contradictoires, émanés de deux organes officiels, nous avons le droit incontestable, il nous semble, de préférer celui du premier ministre, celui de l'homme qui est chargé de diriger la politique générale et la politique extérieure de l'Angleterre. Voilà ce que nous pouvons répondre au "Times" et aux divers journaux qui, dans leur inclination ordinaire à prendre leurs désirs pour des réalités, voudraient attacher aux paroles de M. Gladstone une importance qu'elles n'ont pas, en les donnant comme une sorte de manifeste en faveur du Sud, comme